L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 / payable
DITTO POUR SIX MOIS..... $10 / payable

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,

POUR PRÉSIDENT DES ETATS UNIS,

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI MATIN, 16 JANVIER 1840.

Hier nous avons été élus par la Législature imprimeurs de l'Etat de la Louisiane. Nous sommes on ne peut plus reconnaissants de cette haute marque de confiance, et nous nous efforcerons de plus en plus de nous en rendre dignes à tous égards. Il y a longtemps que l'impression de l'Etat n'avait été donnée à un journal Whig : aussi ne pouvons nous nous dispenser de féliciter nos amis politiques du succès qu'ils ont obtenu en cette circonstance ; car nous sommes tellement identifiés avec le parti Whig, nos intérêts sont tellement inséparables de ses intérêts, que nous devons triompher avec lui ou succomber avec lui.

Nous ne terminerons pas cet article sans applaudir à la conduite libérale de notre compétiteur du *True American*.

LE GENERAL HARRISON DENONCE PAR LES ABOLITIONISTES.

Rien n'était plus fait pour jeter le parti *l'en Buren* dans l'alarme que l'unité qui règne aujourd'hui dans les rangs de l'opposition. Aussi, dès que par une décision unanime la convention a eu choisi pour candidat W. Harrison, un cri général est parti de tous les coins de l'Union, "le général Harrison est abolitioniste! Pourquoi cette accusation si grave, lancée subitement contre un homme qui a toujours combattu les principes qu'on lui reproche? Nous l'avons dit, nous le répétons encore, nous le répéterons à satiété, c'est que le pouvoir espérait détacher le Sud du candidat de la convention en l'accusant d'être abolitioniste! tandis que d'un autre côté, il inventait rune sur rune, calomnie sur calomnie pour lui faire perdre la popularité dont il jouit dans le nord. Puis, quand il a vu que l'opinion publique ferait justice de ses insinuations malveillantes, que ses menées n'aboutissaient à rien qu'à le perdre lui-même davantage dans l'esprit des gens éclairés, il a voulu faire une dernière tentative, aussi inouïe que les autres, et qui n'aura, nous l'espérons, pas plus de succès.

C'est en accusant le général Harrison d'être opposé à l'esclavage, que les meneurs du parti loco-foco ont cherché à lui aliéner les esprits dans les Etats méridionaux—Eh bien! ils reprochent aujourd'hui à ce même homme dans des journaux qu'ils savent n'avoir pas de circulation dans le Sud, ils n'être pas abolitioniste, d'avoir combattu l'abolition dans toute sa carrière politique. Ainsi le visqueur de la Tamise est accusé à la fois, par les mêmes hommes, d'être abolitioniste dans le sud, et de ne pas l'être dans le Nord! Et qu'on ne vienne point crier au mensonge, à la calomnie. Nous n'avons pas formulé une accusation pareille sans avoir en notre possession des documents qui prouvent qu'elle est fondée. Qu'on jette les yeux sur les passages suivants, extraits de l'*Emancipator*, l'un des organes les plus exaltés de la faction abolitioniste, et qu'on nous dise ensuite si nous n'avons pas le droit de taxer nos adversaires de mauvaise foi et de déloyauté:

"Le général Harrison, *dit l'Emancipator*, est l'homme de son parti; et ce parti a montré son servilisme en nommant un propriétaire d'esclaves, un partisan acharné de l'esclavage, et le défenseur le plus que le général Harrison, et en élevant aujourd'hui au siège d'orateur de la chambre un *nullificateur*, un détenteur d'esclaves envoyé au congrès par la Virginie, ce berceau de l'esclavage."

Voilà qui est assez clair; et ce passage seul suffisait au besoin pour convaincre nos lecteurs de la vérité de nos assertions; mais ce document nous paraît trop précieux pour que nous n'en reproduisions pas tout ce qui nous semble devoir mettre au jour la fausseté de nos adversaires.

"Nous ajoutons, *dit l'Emancipator*, que les principes du général Harrison sont connus par les actes de sa vie publique, dont le *Rochester Freeman* nous fournit le résumé suivant:

"En décembre 1802, alors qu'il était gouverneur du territoire de l'Indiana, il présidait une convention composée de citoyens de ce territoire, qui était tenue à Vincennes, et il transmit au congrès une pétition de cette convention demandant quelque article tôté l'ordonnance de 1787, qui prohibait l'esclavage dans l'Indiana, fut rapporté. Il fit tous ses efforts, pendant qu'il était gouverneur de ce territoire, pour en faire un Etat à esclaves.

"En 1819, le 16 février, le général Harrison, comme membre du congrès, vota contre une clause défendant à l'avenir l'introduction de l'esclavage dans le Missouri, et contre une seconde clause fixant l'émancipation des esclaves nés dans cet Etat, à l'âge de vingt-cinq ans. Deux jours après il vota contre une clause défendant à l'avenir l'introduction de l'esclavage dans l'Arkansas, et contre l'émancipation future des esclaves nés dans cet Etat.

Il se posa avec tant d'ardeur à la chambre de l'esclavage que l'Ohio, qui l'avait élu, en fut offensé, et il fut rejeté avec indignation aux élections suivantes. En 1822 *The National Intelligencer* du 20 octobre 1822 disait: "On nous confirme que M. Gazeley l'a emporté sur le général Harrison. Nous apprenons en même temps par un ami, et nous le disons avec regret, que le général a été repoussé parcequ'il avait donné son adhésion au principe de la constitution qui garantit aux habitants des Etats méridionaux leurs droits primitifs." Il paraît donc avant que le général Harrison reclamât pour le Sud le droit d'établir l'esclavage sur tous les territoires que la nation possède ou qu'elle pourra acheter par la suite.

Dans cette époque, il a eu peu d'occasions de se prononcer, comme homme public, sur l'abolition de l'esclavage, mais une adresse qu'il a faite en 1836 par ses amis politiques de la Virginie dit *qu'il est sain pour tout ce qui a rapport sur la question de l'esclavage.*

Qu'avons nous besoin d'ajouter après l'article de l'*Emancipator*! N'est-ce pas là une preuve irrévocable de la fausseté des accusations qui ont été dirigées contre le candidat de la convention? Quoi vous dites le général Harrison abolitioniste, alors qu'il est dénoncé, traité dans le Sud par les abolitionistes eux-mêmes! Certes M. Van Buren n'a jamais été traité ainsi, lui, par la faction du Nord; car au besoin il aurait pu pour trouver grâce auprès d'elle, lui rappeler qu'il a voté dans la convention de New York, en faveur de la mesure qui accordait le droit de suffrage aux gens de couleur.

CONGRES.

Le sénat n'a pas siégé le 4. La séance de la chambre a été remplie par la discussion qu'a soulevée la motion de Mr. Thompson, de la Caroline du Sud, pour la reconsidération des votes donnés sur la résolution ordonnant l'impression de 5000 exemplaires de la guerre, dans la Floride.

Mr Thompson a soutenu sa motion avec une éloquence rare, et a fait admettre aux principes d'économie que le président prêche avec tant de chaleur dans son message; mais ses efforts ont été été couronnés de succès, et la résolution ordonnant l'impression de 5000 cartes a été reconsidérée et déposée sur les bureaux.

MM Luther S. Cushing et Robert C. Winthrop, tous les deux whigs, ont été élus, le premier, secrétaire, et le second orateur de la chambre des représentants de l'Etat de Massachusetts.

TROUBLES.

Une rixe qui a eu lieu à New-York dans la nuit du 31, entre des allemands et quelques jeunes gens, a eu de funestes résultats.

Quelques Allemands étaient réunis dans une taverne située dans la rue Elisabeth, au no. 101, lorsque des jeunes gens envahirent la maison et commencèrent à briser tous les meubles qui se trouvaient sous leurs mains. Repoussés par les allemands, ils se précipitèrent peu d'instants après en plus grand nombre et revinrent à l'attaque. Un d'eux, John Armstrong, avança près de la porte pour l'enfoncer; au même instant les allemands ouvrant une fenêtre et plusieurs coups de feu sont dirigés contre les assaillants.

John Armstrong a été atteint de deux balles et est mort, trois ou quatre autres personnes ont été dangereusement blessées.

Le coroner a commencé une enquête sur cette affaire.

SINISTRE.

On lit dans le *Charleston Courier*, du 9 courant.

Le trois-mâts barque Anglais *John Anderson*, capitaine Miller, parti de Liverpool avec une cargaison de sel, s'est échoué dans la nuit de mardi sur les brisants de Shell (*Shell's Breakers*).

Les consignataires, MM. Robertson & Co, en apprenant ce désastre, ont envoyé le packet à vapeur Southerner pour lui porter du secours.

CANADA.

Les journaux de New York nous annoncent que le gouverneur général du Canada devait se rendre dans le Bas Canada, l'objet de sa visite dans la province haute ayant été rempli. Il était aussi question de son départ pour l'Angleterre qui aurait lieu prochainement. Dans ce cas, son retour serait fixé au printemps prochain pour pouvoir ouvrir la session de la législature des provinces unies.

NOUVELLES DE L'OCEAN PACIFIQUE.

On a reçu à New York des journaux de Manatlan jusqu'au 30 octobre, de Valparaiso jusqu'au 9 septembre de Canton, Pine Grove, dans la paroisse de Caldwell. Le pour la première fois.

M. Conrad, au nom du comité auquel a été référée la pétition de la compagnie d'assurance de l'Aigle, présente un bill pour venir au secours de la dite compagnie. Le pour la première fois.

M. Guiennard, au nom du comité auquel a été référée la pétition de la compagnie d'assurance de Mississippi No. 2, présente un bill pour prolonger la charte de cette compagnie de 10 ans. Le pour la première fois.

M. Phelps présente un bill pour changer l'époque de la session de la Cour de Paroisse, dans la paroisse de Calahoula. La pour la première fois.

Mr. Lockett présente un bill pour amender l'acte supplémentaire à un acte pourvoyant à la prise des témoignages par commission, approuvé le 1e mars 1858.

Le titre de ce bill est lu pour la première fois.

Mr. Dunbar présente un bill pour venir au secours de J. Marmon et W. E. Eagleton. Le pour la première fois.

Mr. Gaisnaid présente un bill ordonnant la mise à bas de certaines bâtisses appartenant à l'Etat de la Louisiane. Le titre seul en est lu.

Sur motion de Mr. Dunbar, la chambre dispense des règles, et en conséquence procède à considérer pour donner force de loi à deux bills sur lesquels le gouverneur a ci-devant opposé son veto, et qu'il a négligé de renvoyer à la chambre dans le temps prescrit par la constitution.

Mr. Dunbar observe que cette question étant d'une grande importance, attendu que c'est une question de constitutionalité qui est d'un intérêt majeur pour le peuple, demande la législature, il demande que ces bills soient imprimés, qu'ils soient lus avant le jour de vendredi. Cette motion est adoptée.

Mr. Wadsworth présente trois bills—le 1er relatif aux mines et levées dans la paroisse de Plaquemines, dont le titre seul en est lu—le 2e relatif à la taxe sur les transactions de commerce—et le 3e relatif à la taxe sur les transactions de commerce, dont les titres seuls sont lus.

Sur motion